Séance du conseil municipal du 29 septembre 2020

L'an deux mille vingt, le vingt neuf septembre à vingt heures trente, le Conseil Municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en session ordinaire, à la salle polyvalente du Rouget, sous la présidence de Monsieur COMBELLE Gilles, Maire.

Nombre de conseillers : **Présents :** BEX Christelle, CABANNES Jacqueline, CANET Lucie, CHARREIRE Frédéric, En exercice : 19 COMBELLE Gilles, FOUR Jean-Pierre, GEORGES Bernard, GOUZOU Didier, HOCHART Cécile, LAGAT Laetitia, LAPEYRE Jean-Louis, LAPEYRE René, LEYBROS Laetitia, MAZET Votants : 18 Michel, MOMBOISSE Jean, QUENTIN Valérie, VEYRINES Michel, VIGIER Stéphanie.

Date de convocation : **Absent(s) :** AURIERES Chantal.
23 septembre 2020

Secrétaire de séance : GOUZOU Didier.

A l'ordre du jour de la séance :

- Viabilisation d'un terrain pour l'accueil d'entreprises et la construction d'un atelier « garage » : demande de subventions au titre de la DSIL 2020 (Dotation de Soutien à l'Investissement Local) ;
- Lotissement d'activités, création d'un pôle économique (aménagement de terrain) : demande de subventions au titre du CAR (Contrat Ambition Région) ;
- Aide « coup de pouce » COVID : convention d'autorisation et de délégation d'aides aux entreprises par les communes ;
- Subventions 2020 aux associations ;
- Lotissement d'activités route de Roumégoux : travaux d'alimentation électrique ;
- Contrat groupe d'assurance statutaire 2021/202 ;
- Indemnisation Madame CARON ;
- Décisions modificatives aux budgets ;
- Acquisition immeuble « Casino ».

DELIBERATION n°01/29.09.2020

Viabilisation d'un terrain pour l'accueil d'entreprises et la construction d'un atelier « garage » : demande de subventions au titre de la DSIL 2020 (Dotation de Soutien à l'Investissement Local)

Monsieur le Maire rappelle que les gérants du garage automobile actuellement situé en centre bourg ont sollicité la commune pour déplacer leur atelier sur un autre site plus adapté. En effet, sa localisation actuelle n'est plus compatible avec le développement de l'activité : absence de parking, proximité immédiate de l'avenue du 15 septembre générant de l'insécurité pour les usagers, locaux peu fonctionnels,... Il n'est donc pas opportun ni possible pour eux d'engager des travaux dans les bâtiments aujourd'hui utilisés, d'autant plus qu'ils n'en sont pas propriétaires.

La commune a donc procédé à l'acquisition d'un terrain qu'elle viabilisera et sur lequel elle construira le garage. Ce dernier sera ensuite mis à disposition des garagistes. Une autre activité artisanale (menuisier) viendra également s'installer sur cette parcelle. Si besoin, l'aménagement permettra d'accueillir un ou deux activités supplémentaires.

Le montant total des travaux (viabilisation et construction du bâtiment « garage ») est estimé à 957 599,35 € HT, réparti comme suit :

- 431 099,35 € HT pour la viabilisation du terrain ;
- 526 500,00 € HT pour la construction de l'atelier garage.

Monsieur le Maire présente les plans de financement prévisionnels comme suit :

1/ Viabilisation du terrain :

Dépenses en € HT		Recettes en € HT		
Travaux de viabilisation	368 810,00	Etat (DETR 2019)	123 920,00	28,75%
Honoraires MO	62 289,35	Etat (DSIL 2020)	129 330,00	30,00%
		Région (CAR)	80 000,00	18,56%
		Commune (autofinancement)	97 849,35	22,70%
Total	431 099,35	Total	431 099,35	100,00%

2/ Construction de l'atelier garage :

Dépenses en € HT		Recettes en € HT		
Travaux de construction	450 000,00	Etat (DETR 2019)	151 200,00	28,72%
Honoraires MO	76 500,00	Etat (DSIL 2020)	157 950,00	30,00%
		Commune (autofinancement)	217 350,00	41,28%
Total	526 500,00	Total	526 500,00	100,00%

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents, décide :

- **d'approuver** le projet de travaux et le plan de financement prévisionnel tels que présentés ;
- **de solliciter** l'Etat pour l'obtention d'une subvention à hauteur de 287 280 € au titre de la DSIL 2020 (129 330 € pour la viabilisation du terrain et 157 950 € pour la construction du garage) ;
- **d'autoriser** Monsieur le Maire à réaliser toutes les démarches nécessaires à l'application de la présente délibération.

DELIBERATION n°02/29.09.2020

Lotissement d'activités, création d'un pôle économique (aménagement de terrain) : demande de subventions au titre du CAR (Contrat Ambition Région)

Monsieur le Maire rappelle que les gérants du garage automobile actuellement situé en centre bourg ont sollicité la commune pour déplacer leur atelier sur un autre site plus adapté. En effet, sa localisation actuelle n'est plus compatible avec le développement de l'activité : absence de parking, proximité immédiate de l'avenue du 15 septembre générant de l'insécurité pour les usagers, locaux peu fonctionnels,... Il n'est donc pas opportun ni possible pour eux d'engager des travaux dans les bâtiments aujourd'hui utilisés, d'autant plus qu'ils n'en sont pas propriétaires. Une autre activité artisanale (menuisier) viendra également s'installer sur cette parcelle. Si besoin, l'aménagement permettra d'accueillir une ou deux activités supplémentaires.

La commune a donc procédé à l'acquisition d'un terrain qu'elle doit aménager et viabiliser pour y créer un lotissement d'activités.

Le montant total des travaux est estimé à 431 099,35 € HT.

Monsieur le Maire présente le plan de financement prévisionnel comme suit :

Dépenses en € HT		Recettes en € HT		
Travaux de viabilisation et MO	431 099,35	Etat (DETR 2019)	123 920,00	28,75%
		Région (CAR)	80 000,00	18,55%
		Commune (autofinancement)	227 179,35	52,70%
Total	431 099,35	Total	431 099,35	100,00%

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents, décide :

- **d'approuver** le projet de travaux et le plan de financement prévisionnel tels que présentés ;
- **de solliciter** la Région pour l'obtention d'une subvention à hauteur de 80 000 € au titre du CAR ;
- **d'autoriser** Monsieur le Maire à réaliser toutes les démarches nécessaires à l'application de la présente délibération.

DELIBERATION n°03/29.09.2020

Aide « coup de pouce » COVID : convention d'autorisation et de délégation d'aides aux entreprises par les communes

Monsieur le Maire expose à l'assemblée que nous vivons actuellement une période inédite d'épidémie COVID 19. Elle impacte fortement l'économie du territoire et la vie de ses entreprises.

La commune du Rouget-Pers souhaite donc accompagner et soutenir ses commerçants. Ainsi, en complément des aides de l'Etat et de la Région, la commune envisage de mettre en place une aide « coup de pouce » pour ses commerçants. Cette aide d'urgence pourra venir en aide aux commerçants les plus touchés par la crise du COVID 19.

Elle prendra la forme d'une subvention plafonnée à 1000 € en fonction de différents critères (fermeture partielle ou totale, perte de chiffre d'affaire, mise en place d'équipements de protections sanitaires des locaux,...).

Monsieur le Maire explique que pour que la commune puisse verser cette aide, il est nécessaire de signer une « convention d'autorisation et de délégation d'aides aux entreprises par les communes » avec la Région Auvergne-Rhône-Alpes.

Monsieur le Maire présente cette convention et propose de la signer.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents, décide :

- **d'approuver** la mise en place par la commune d'une aide « coup de pouce » à destination des commerçants ;
- **de valider** les modalités de versement de cette aide telles que présentées ;
- **de valider** la convention d'autorisation et de délégation d'aides aux entreprises à passer avec la Région telle que présentée ;
- **d'autoriser** Monsieur le Maire à signer ladite convention avec la Région et à réaliser toutes les démarches nécessaires à l'application de la présente délibération.

DELIBERATION n°04/29.09.2020
Subventions 2020 aux associations

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que lors du vote du budget 2020 le montant de la subvention octroyé à chaque association n'avait pas été voté.

Il propose donc que le conseil municipal attribue lors de la présente séance ces subventions. En effet, certaines associations en difficultés financières attendent ce soutien financier de la commune.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents, décide :

- **d'attribuer** les subventions aux associations pour l'exercice 2020 comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

Associations	Montants 2020
Société de chasse	600,00
Amicale parents élèves	1 000,00
Cochonnet Rougétois	600,00
Amis du Livre	200,00
Comité des Fêtes	1 000,00
Retraite sportive	600,00
Comité Cinquantenaire	600,00
Les Vieux Volants	200,00
ASR	2 500,00
ACASBELLIE	600,00
GVA Laroquebrou	100,00
AAPPMA Laroquebrou	100,00
TOTAL	8 100,00

- **d'autoriser** Monsieur le Maire à réaliser toutes les démarches nécessaires à l'application de la présente délibération.

DELIBERATION n°05/29.09.2020
Lotissement d'activités route de Roumégoux : travaux d'alimentation électrique

Monsieur le Maire expose à l'assemblée que les travaux d'alimentation basse tension de la zone d'activités route de Roumégoux peuvent être réalisés par le Syndicat Départemental d'Energies du Cantal. Le montant total de l'opération s'élève à 21 569,86 € HT.

En application de la délibération du comité syndical en date du 30 mars 2010, ces travaux ne seront entrepris qu'après acceptation par la commune d'un versement d'un fonds de concours égal à 30 % du montant HT de l'opération, avec le génie civil, soit :

- un 1^{er} versement de 3 235,48 € à la commande des travaux ;
- un 2^{ème} versement au décompte des travaux.

Ce fonds de concours entrera dans le calcul de l'assiette de la contribution de la commune en application des règles du Syndicat.

Toutefois, lors de la coordination des travaux de viabilisation, si le SDEC réalise ou fait réaliser le génie civil des travaux d'électricité, le montant de la participation communale pourrait être ramené à 30% du montant HT de l'opération, incluant le génie civil.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents :

- **approuve** les dispositions techniques et financières du projet ;
- **autorise** Monsieur le Maire à verser le fonds de concours ;
- **décide** de procéder aux inscriptions budgétaires nécessaires à la réalisation de ces travaux ;

- **autorise** Monsieur le Maire à réaliser toutes les démarches nécessaires à l'application de la présente délibération.

DELIBERATION n°06/29.09.2020
Contrat groupe d'assurance statutaire 2021/2024

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des assurances ;

Vu la loi n°84.53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment l'article 26 ;

Vu le Décret n°86.552 du 14 mars 1986 pris pour l'application de l'article 26 (alinéa 2) de la Loi 84.53 du 26 janvier 1984 et relatif aux contrats d'assurances souscrits par les Centres de gestion pour le compte des collectivités locales et établissements territoriaux ;

Vu le Code des Marchés Publics ;

Vu la délibération du Conseil d'Administration du CDG 15 en date du 29 novembre 2019 approuvant le renouvellement du contrat groupe ;

Vu la délibération du Conseil d'Administration du CDG 15 en date du 25 août 2020 autorisant le Président du CDG 15 à signer le marché avec l'assureur et courtier COLLECTEAM / Yvelin / EUCARE / ACTE VIE ;

Vu l'avis de la Commission d'Appel d'Offres en date du 17 août 2020,

Le Maire expose :

- Considérant la nécessité pour la Commune / Communauté de Communes de pouvoir souscrire un ou plusieurs contrats d'assurance statutaire garantissant les frais laissés à sa charge, en vertu de l'application des textes régissant la protection sociale de ses agents (maladie, maternité, accident du travail, décès) ;
- Considérant que le Centre de Gestion peut souscrire un tel contrat pour son compte, en mutualisant les risques pour l'ensemble des collectivités et établissements publics adhérent, et ce dans le cadre de ses missions fixées par l'article 26 de la loi du 26 janvier 1984 ;
- Considérant que pour équilibrer le financement de cette mission, le Centre de Gestion demandera aux collectivités adhérentes le versement d'une contribution « assurance statutaire » de 0,25 % de la base de cotisation déclarée auprès du prestataire d'assurance permettant le calcul de la prime ;
- Considérant le mandat donné au Centre de Gestion afin de consulter le marché d'assurance statutaire pour le compte de la Commune / Communauté de Communes ;
- Considérant qu'à l'issue de la consultation engagée par le Centre de Gestion pour le contrat groupe d'assurance statutaire 2021/2024, celui-ci a retenu l'assureur et courtier COLLECTEAM / Yvelin / EUCARE / ACTE VIE ;

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents, décide :

- **d'autoriser** Monsieur le Maire à souscrire un avenant d'adhésion au contrat groupe d'assurance statutaire 2021/2024 auprès de l'assureur et courtier COLLECTEAM / Yvelin / EUCARE / ACTE VIE selon les conditions suivantes et à signer tout document se rapportant à ce dossier ;

Les taux proposés sont les suivants :

- Agents CNRACL : décès - accident de service et maladie imputable au service (y compris le temps partiel thérapeutique) – Incapacité, maladie ordinaire, disponibilité d'office, invalidité temporaire – Maladie de longue durée, longue maladie (y compris temps partiel thérapeutique et disponibilité d'office) – Maternité, adoption, paternité :

Tarification 1 : 5,45 % avec une franchise de 10 jours fermes par arrêt en maladie ordinaire.

- Agents IRCANTEC : Accident du travail et maladie imputable au service - grave maladie - maternité / adoption / paternité - maladie ordinaire : 1,40 % avec une franchise de 10 jours fermes par arrêt en maladie ordinaire.

- **de préciser** que la durée du contrat sera de 4 ans, à compter du 1^{er} janvier 2021 et jusqu'au 31 décembre 2024. Le contrat groupe est un contrat en capitalisation ;
- **de prendre acte** que Monsieur le Maire est autorisé à verser la contribution « assurance statutaire » au Centre de Gestion du Cantal fixée à 0,25 % de la base de cotisation déclarée auprès du prestataire d'assurance permettant le calcul de la prime ;
- **d'autoriser** Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document se rapportant à ce dossier.

DELIBERATION n°07/29.09.2020
Indemnisation Madame CARON

Monsieur le Maire expose à l'assemblée qu'un différent oppose la mairie à Madame CARON, ancienne locataire du logement situé au dessus des locaux de La Poste. Cette dernière conteste la facturation des charges de chauffage de l'appartement ainsi qu'une réactualisation des montants du loyer.

Afin d'éviter un contentieux devant les tribunaux, Monsieur le Maire a proposé à Madame CARON une conciliation à l'amiable. Il a donc été convenu d'un commun accord et proposé que la commune du Rouget-Pers verse à Madame CARON la somme de 500 € pour solder ce différent.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents, décide :

- **de verser** à Madame CARON la somme de 500 € pour solde de tout compte ;
- **d'autoriser** Monsieur le Maire à réaliser toutes les démarches nécessaires à l'application de la présente délibération.

DELIBERATION n°08/29.09.2020
Décisions modificatives aux budgets

Monsieur le Maire explique à l'assemblée que les crédits ouverts à certains chapitres des budgets sont insuffisants et qu'il convient de prendre des décisions modificatives pour permettre d'ajuster les prévisions budgétaires.

Afin de pouvoir prendre en charge l'annulation de deux factures d'assainissement émises au nom de la société « Les Bains du Rouget » sur les exercices 2018 (facture N°339 rôle 1) et 2019 (facture N°287 rôle 1), le versement de la somme de 500 € concernant la médiation entre la commune du Rouget-Pers et Madame Jeannine CARON, et le réajustement de crédits ouverts sur l'opération Handi-Aide afin de pouvoir honorer les dernières factures liées à cette opération, Monsieur le Maire présente les opérations modificatives et propose de les valider comme suit :

Budget assainissement :

- Section fonctionnement dépenses :
 - Article 673 : + 4 409,65 €
- Section fonctionnement recettes :
 - Article 74 : + 4 409,65 €

Concernant l'indemnisation de Madame CARON :

Budget principal :

- Section fonctionnement dépenses :
 - Article 022 : - 500,00 €
 - Article 6718 : + 500,00 €

Concernant Les Bains du Rouget :

Budget principal :

- Section fonctionnement dépenses :
 - Article 022 : - 4 409,65 €
 - Article 67441 : + 4 409,65 €

Concernant Handi-Aide :

Budget principal :

- Section investissement dépenses :
 - Article 2315 : + 18 000,00 €

Concernant l'atelier relais garage :

Budget principal :

- Section investissement dépenses :
 - Article 2313 : - 18 000,00 €

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents :

- **approuve** les opérations modificatives telles que présentées ;
- **autorise** Monsieur le Maire à réaliser toutes les démarches nécessaires à l'application de la présente délibération.

DELIBERATION n°09/29.09.2020

Acquisition immeuble « Casino »

Monsieur le Maire explique à l'assemblée que l'ensemble immobilier situé au 32 avenue du 15 Septembre 1945, parcelle cadastrée AH189 d'une contenance de 807 m², est à vendre. L'ensemble est constitué, au rey-de chaussée d'un commerce actuellement fermé, à l'étage d'un logement et à l'arrière de locaux de stockage.

Monsieur le Maire soumet à l'assemblée l'opportunité de l'acquérir. Il précise qu'un premier contact avec le propriétaire montre sa volonté de privilégier la commune si cette dernière souhaite acheter. Au cours de cette entrevue le montant de 165 000 € pour la totalité a été évoqué.

Le conseil municipal considère que cet emplacement est stratégique dans le bourg du Rouget et qu'afin de lutter contre la vacance commerciale, sa maîtrise foncière est primordiale.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents, décide :

- d'acquérir l'ensemble immobilier sus mentionné ;
- de fixer le prix d'acquisition à 165 000 € ;
- de charger l'office notarial Rivière-Lavergne au Rouget de rédiger les actes de vente ;
- que l'ensemble des frais lié à cette vente sera supporté par la commune du Rouget-Pers ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur le premier adjoint à réaliser toutes les démarches et à signer tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

A l'épuisement des questions à l'ordre du jour, Monsieur le Maire lève la séance à 22h30.